

La Filpac CGT appelle à la marche contre le racisme le 30 novembre. La lutte contre l'extrême droite porteuse du racisme est indissociable de l'action contre l'austérité du gouvernement et la répression sociale du patronat.

La Filpac CGT propose à tous ses syndicats, ses adhérents et aux salariés de se joindre à la manifestation du 1^{er} décembre pour la conquête d'une justice fiscale, contre l'injustice absolue de la hausse de la TVA et de la fiscalisation de la Sécurité sociale. Le gouvernement cède au patronat déguisé en bonnet rouge, mais il cogne sur les salariés !

La Filpac CGT inscrit les initiatives dans ses filières professionnelles au compte d'une mobilisation nationale interprofessionnelle pour les revendications du plus grand nombre.

Adresse de la Filpac CGT à ses adhérents

En finir avec la déprime et la peur Solidarité ! Construisons le printemps social !

La seule entreprise en bonne santé des patrons ? L'entreprise de démoralisation. Leur fabrique du consentement le répète : nulle alternative n'existe à leur économie du désastre, à leur stratégie du choc répandu par la régression sociale et l'austérité durable.

Armés du chômage de masse et escomptant que les salariés courberont l'échine, les patrons s'en prennent à la presse, à l'information et la communication, au papier, à l'imprimerie, à l'édition, à la publicité. Partout des licenciements massifs, des mégafusions, des concentrations...

La propagande patronale présente ces licenciements comme des « départs volontaires », et les restructurations comme le résultat de la révolution numérique. Quel cynisme... Ils font porter à la numérisation leurs propres turpitudes : au cœur d'un système en plein chaos, ils veulent sauver leurs profits. Rien d'autre.

Pour eux, le seul but de l'entreprise, quelle qu'elle soit, est la soumission aux appétits de profits immédiats des actionnaires. Les salariés doivent produire pour les rentiers et les banquiers, réfugiés au sein de conseils d'administration et de structures spéculatives complexes et lointaines.

Qu'on soit dans la presse sous toutes ses formes, la publicité, le papier, le Labeur ou l'édition, un seul dogme, la rentabilité financière. Les zombis du libéralisme - ces gestionnaires interchangeable sans aucun respect pour le Travail - répètent, comme des possédés par le démon de l'argent : « *Au nom de la compétitivité, allez chômer ! Au nom du coût du travail, renoncez à être payés.* »

Face à cette offensive patronale, la Filpac CGT, lors de ses dernières assises nationales, tant son congrès que son comité général de novembre, a confirmé **la conception d'un syndicalisme de transformation sociale et d'une unité au service de la mobilisation**. L'unité suppose, en plus de l'action basée sur les revendications, qu'un débat de fond soit mené avec les autres syndicats sur les orientations nécessaires aux intérêts du salariat.

En fonction de ce mandat unanime, **nous vous proposons de déjouer les pièges de la division et de la démoralisation, de franchir les obstacles pour bâtir l'espoir, porté par la mobilisation au service des intérêts des salariés, qu'ils soient actifs, précaires, chômeurs ou retraités.**

L'unité mode d'emploi

La division syndicale règne. La CFDT, la CFTC et la CGC ont signé à deux reprises avec le Medef, la CGPME et l'UPA ces deux dernières années un programme commun.

Il a accouché de l'ANI transposé en loi qui permet aux patrons de licencier à tour de bras, et de pratiquer un chantage emploi contre salaire.

Il a permis une adhésion de ces syndicats à une retraite à 43 annuités et une pension désindexée. Le patronat a ainsi créé ce qu'il appelle un bloc réformiste, béquille syndicale de l'austérité gouvernementale.

Ce programme commun offre un point d'appui syndical à la tentative en cours de fiscaliser la Sécurité sociale, c'est-à-dire de la faire régresser par l'impôt.

Par là passent également les attaques visant à remettre en cause les élections aux Prud'hommes, tribunaux niés par l'Ani, le droit des comités d'entreprise et le budget de la formation professionnelle, objet d'une campagne de dénigrement du syndicalisme.

L'unité doit se construire sur des objectifs concrets librement choisis et partagés, pas sur un ralliement !

Comment faire ?

La Filpac CGT ne demande pas aux autres organisations d'être d'accord avec les orientations de ses syndicats. Il n'y a aucun préalable à une unité qui se met au service des revendications élaborées par le plus grand nombre, adoptées comme l'expression de l'intérêt général.

L'inverse est vrai : l'unité n'existera pas si la manœuvre consiste à obtenir le ralliement de la CGT aux positions des autres syndicats, qu'ils soient CFDT ou regroupés en intersyndicales permanentes.

Comme les syndicats de la Filpac CGT le pratiquent dans beaucoup d'entreprises, l'unité réelle repose sur les revendications précises, exprimant l'intérêt de tous, portées par les salariés.

Les revendications, base de l'unité, doivent être adoptées par les salariés !

Débattre avec les salariés et les autres syndicats, c'est pour la Filpac CGT une façon indispensable de bâtir l'unité. L'unité ne se décrète d'en haut, les revendications non plus. Elles doivent être soumises aux salariés puisqu'elles sont la base de l'unité à leur service. La Filpac CGT et ses syndicats proposent et soumettent au débat une plate-forme revendicative composée d'objectifs de rassemblement et de solidarité.

Des mesures propres à nos filières professionnelles :

- Une loi de régulation de l'information, aujourd'hui achetée et contrôlée sur tous ses supports par un petit nombre de groupes industriels et financiers oligarchiques. Abrogation du décret Sarkozy sur les aides à la presse. Ouverture de négociations nationales portant sur tous les aspects de l'information, ses moyens industriels (Imprimerie, distribution), sur les garanties du contrat de travail, sur la pérennité du mutualisme, sur la progression des salaires.
- Une loi de protection des sites industriels et de leurs emplois, comme la lutte de ceux de M Real l'avait revendiquée.
- Dans la Publicité comme dans l'Édition, la protection automatique des contrats de travail contre les fusions, absorptions, concentrations. Des mesures légales anti monopole.

Des mesures de protection immédiates contre la souffrance sociale :

- Annulation de la hausse de la TVA
- Imposer les spéculations financières et réprimer l'évasion fiscale
- Geler les licenciements, les plans sociaux, baptisés plans de départ volontaire ou rupture à l'amiable
- Convertir les contrats précaires en CDI
- Augmentation générale des salaires
- La retraite à 60 ans à taux plein, l'indexation automatique des pensions.
- Application immédiate de l'égalité salariale homme/femme

Des mesures de récupération de la richesse que nous produisons

- Arrêt des emprunts de l'État au marché financier privé. Ce mécanisme permet aux banques privées de siphonner plus de 95% du PIB au service de la dette, sur laquelle elles spéculent !
- Création d'un pôle financier public par la nationalisation des banques.
- Mise en place d'un système fiscal basé sur la progressivité de l'impôt direct, qui corrige les inégalités de revenus.
- Baisse générale du temps de travail et création des emplois à plein temps pour les jeunes en particulier.

Ces revendications ne sont pas à prendre ou à laisser. La Filpac CGT précise dans les thèmes sociaux (emploi, salaire, retraite) les objectifs à soumettre aux salariés des filières professionnelles - et plus largement. Cette plate-forme revendicative contribuera à la naissance d'un mouvement social doté de la vigueur et la force nécessaires.

Le syndicalisme rassemblé ne peut exister que par un salariat rassemblé autour de ses revendications

C'est ce rassemblement qui déjouera les pièges d'une unité manipulatrice visant sans le dire à soutenir l'austérité du gouvernement. Les actions nationales interprofessionnelles se construiront par la somme des mobilisations dans les filières professionnelles sur la base des revendications rassemblant les salariés. C'est à quoi s'attellent les syndicats de la Filpac CGT. Ils vous invitent à participer à cet effort collectif, solidaire et indispensable à la satisfaction des revendications.